

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 2260

[C — 2007/29054]

25 MAI 2007. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives aux personnels des universités de la Communauté française*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives à l'octroi d'un pécule de vacances et d'une indemnité de foyer et de résidence*

Article 1^{er}. L'article 23 du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente, est complété par l'alinéa suivant :

« Il s'applique également au personnel enseignant visé à l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat et aux personnels visés à l'article 50 de la même loi.

Art. 2. A l'article 26 du même décret, les mots "ainsi qu'aux membres des niveaux 2, 3 et 4 du personnel visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française," sont insérés entre les mots "subventionnés par la Communauté française," et les mots "est fixé".

Art. 3. Dans l'article 12 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du comité de négociation de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux - section II, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Ces dispositions sont également applicables au personnel enseignant visé à l'article 21 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat et aux personnels visés à l'article 50 de la même loi. »

Art. 4. A l'article 13, § 3, du même décret, les mots "à l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement" sont remplacés par les mots "selon le cas, à l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement ou à l'administration du personnel de l'institution universitaire dont il relève".

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Art. 5. L'article 22, § 2, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, inséré par le décret du 1^{er} octobre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation au § 1^{er} et par décision spécialement motivée du conseil d'administration, les membres du personnel enseignant peuvent être désignés à terme sans que la durée du terme ou des termes cumulés ne puisse dépasser cinq ans. Cette limitation à cinq ans n'est toutefois pas d'application lorsque la fonction à temps partiel représente une charge inférieure à 50 %.

En aucun cas, le nombre d'enseignants désignés à terme, correspondant à des fonctions équivalents temps plein, ne peut dépasser dix pour cent du nombre de membres du personnel enseignant et scientifique, correspondant à des fonctions équivalents temps plein. »

Art. 6. L'article 36 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 31 mars 2004 et 4 mai 2005, est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - à partir du 1^{er} décembre 2005, d'un traitement initial de 33 952,10 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 36 404,50 euros, 38 856,90 euros, 41 309,30 euros, 43 761,70 euros, 46 214,10 euros, 48 666,50 euros, 51 118,90 euros et 53 571,30 euros;

- à partir du 1^{er} décembre 2006, d'un traitement initial de 34 073,87 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 36 526,27 euros, 38 978,67 euros, 41 431,07 euros, 43 883,47 euros, 46 335,87 euros, 48 788,27 euros, 51 240,67 euros et 53 693,07 euros. »

Art. 7. L'article 37, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par le décret du 4 mai 2005, est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - à partir du 1^{er} décembre 2005, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4 244,04 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 2 122,02 euros et plus de 33 952,17 euros;

- à partir du 1^{er} décembre 2006, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4 259,26 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 2 129,63 euros et plus de 34 073,94 euros. »

Art. 8. L'article 38 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 31 mars 2004 et 4 mai 2005, est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - à partir du 1^{er} décembre 2005, d'un traitement initial de 39 823,09 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 43 353,02 euros, 46 882,95 euros, 50 412,88 euros, 53 942,81 euros, 57 472,74 euros et 61 002,67 euros;

- à partir du 1^{er} décembre 2006, d'un traitement initial de 39 944,86 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 43 474,79 euros, 47 004,72 euros, 50 534,65 euros, 54 064,58 euros, 57 594,51 euros et 61 124,44 euros. »

Art. 9. L'article 39 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par le décret du 4 mai 2005, est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - à partir du 1^{er} décembre 2005, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4 640,42 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 37 123,29 euros;

- à partir du 1^{er} décembre 2006, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4 655,64 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 37 245,06 euros. »

Art. 10. L'article 39 *bis* de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par le décret du 4 mai 2005, est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - à partir du 1^{er} décembre 2005, d'un traitement initial de 44 653,55 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 49 409,66 euros, 54 165,77 euros, 58 921,88 euros, 63 677,99 euros et 68 434,10 euros;

- à partir du 1^{er} décembre 2006, d'un traitement initial de 44 775,32 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 49 531,43 euros, 54 287,54 euros, 59 043,65 euros, 63 799,76 euros et 68 555,87 euros. »

Art. 11. L'article 39 *ter*, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par le décret du 4 mai 2005, est complété par deux tirets rédigés comme suit :

« - à partir du 1^{er} décembre 2005, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 5 044,19 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 40 353,45 euros;

- à partir du 1^{er} décembre 2006, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 5 059,41 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un enseignement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 40 475,22 euros. »

CHAPITRE III. — *Modifications au statut administratif du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française*

Art. 12. L'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, modifié par le décret du 22 octobre 2003, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ces membres du personnel sont classés en catégories et, éventuellement, en groupes à l'intérieur des catégories. Ces catégories et groupes sont :

catégorie 1. personnel de direction et attaché;

catégorie 2. personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrice, surveillant des travaux, dessinateur;

catégorie 3. personnel paramédical;

catégorie 4. personnel spécialisé. »

Art. 13. L'article 62 du même arrêté, remplacé par le décret du 22 octobre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Est incompatible avec la qualité d'agent, toute activité ou occupation exercée soit par le membre du personnel lui-même, soit par personne interposée, qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Est en outre réputé incompatible avec la qualité d'agent, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif à l'exception :

1° des mandats exercés au nom de l'université ou faculté universitaire de la Communauté dans des entreprises privées;

2° des mandats ou services pour l'accomplissement desquels l'agent a obtenu l'autorisation du Conseil d'administration.

§ 2. Le Conseil d'administration peut autoriser le cumul d'activité dans les affaires privées ou publiques aux conditions suivantes :

1° le cumul n'a pas trait à une activité ou occupation incompatible avec la qualité de l'agent;

2° le cumul ne couvre pas des périodes d'activités complémentaires qui rendent impossible l'accomplissement normal par l'agent de ses fonctions;

3° le cumul n'est pas de nature à inclure dans le chef du public une confusion entre les activités fonctionnelles et privées de l'agent.

Le refus de cumul d'activité fondé sur une incompatibilité ou une circonstance autre que celles visées aux points 2° et 3° de l'alinéa précédent ainsi que le refus du cumul d'activité relatif à un mandat exercé au nom d'une autre université ou faculté universitaire de la Communauté française dans des entreprises privées sont décidées par le conseil d'administration.

La décision du conseil d'administration de confier à un agent un mandat visé à l'article 62, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, emporte de plein droit l'autorisation de cumul pour l'exercice de ce mandat.

Les agents bénéficiant d'une autorisation de cumul dans un secteur d'activités soumis à leur contrôle administratif, budgétaire ou financier direct, veillent, pour ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en cumul, et, s'il échet, l'organisme tiers pour compte duquel cette activité est exercée, à ce que ledit contrôle soit effectué de manière indépendante par un autre agent.

§ 3. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux stagiaires. »

Art. 14. L'article 69bis, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par le décret du 3 mars 2004, est complété par les mots "à l'exception des dispositions relatives à la chambre de recours et au contrôle médical qui restent régies respectivement par les articles 61 et 63".

CHAPITRE IV. — *Modifications au statut pécuniaire du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française*

Art. 15. A l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant le statut pécuniaire du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, remplacé par le décret 22 octobre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

- a) les mots "et dans son groupe de qualification" sont supprimés;
- b) les mots "l'arrêté modificatif" sont remplacés par "la disposition modificative".

TITRE II. — *Dispositions relatives à l'organisation de l'enseignement supérieur*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes à l'enseignement supérieur*

Section 1^{re}. — Modifications du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 16. L'article 16, § 4, 1^o, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, est complété comme suit :

« Le Gouvernement établit cette correspondance. »

Art. 17. L'article 21, § 2, alinéa 2, 2^o, du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2005, est modifié comme suit :

Les mots "sauf pour les crédits spécifiques à la finalité didactique," sont ajoutés entre les mots "... master," et les mots "à raison de la moitié ...".

Section 2. — Modifications du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur

Art. 18. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, sont apportées les modifications suivantes :

- a) au 2^o, le "6" est remplacé par "15";
- b) le 6^o est complété par les mots ", le délai de 15 mois visé au 2^o étant toutefois réduit à 6 mois dans le chef du père, de la mère, du tuteur ou du conjoint légal".

Art. 19. L'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les autorités académiques limitent le nombre des étudiants qui s'inscrivent dans un des cursus visés à l'article 3 sans avoir été inscrits dans le même cursus auprès d'une université de la Communauté française au cours d'une année académique précédente. »

Art. 20. L'article 6, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les autorités des Hautes Ecoles limitent le nombre des étudiants qui s'inscrivent dans un des cursus visés à l'article 7 sans avoir été inscrits dans le même cursus auprès d'une Haute École de la Communauté française au cours d'une année académique précédente. »

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux universités*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 21. A l'article 32bis de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 31 mars 2004, et modifié par les décrets des 16 décembre 2005 et 20 juillet 2006, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Lorsque l'étudiant a obtenu le grade de docteur en ayant été inscrit dans les études menant à ce grade dans plusieurs institutions universitaires d'enseignement supérieur de la Communauté française, il est pris en compte, dans chaque académie universitaire, au prorata du nombre de crédits acquis dans cette académie ou dans les universités qui en sont membres. Sauf stipulation contraire prévue dans la convention conclue entre les établissements partenaires, l'étudiant est réputé avoir acquis les crédits de manière égale dans chaque établissement partenaire. »

Art. 22. L'article 39, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 26 juin 1992 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 et par les décrets des 31 mars 2004 et 16 juin 2006, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant du droit d'inscription à une année d'études, en ce compris la formation doctorale, est fixé à 545,37 euros. L'étudiant qui s'inscrit à des études menant au grade de docteur ne paie ce montant qu'une seule fois. Ce paiement l'exonère du droit d'inscription à la formation doctorale. »

Art. 23. A l'article 43, § 1^{er}, de la même loi, modifié par le décret du 1^{er} octobre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

- a) à l'alinéa 1^{er}, la date du "31 mars" est modifiée par la date du "30 juin" et les mots "à l'article 29" sont remplacés par les mots "aux chapitres Ier et Ierbis du présent Titre";
- b) à l'alinéa 2, les mots "deux mois" sont remplacés par les mots "trois mois".

Section 2. — Modifications du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

Art. 24. L'article 49, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, inséré par le décret du 1^{er} juillet 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, quinze étudiants de l'Université du Luxembourg peuvent recevoir chaque année une attestation d'accès à la deuxième partie des études de premier cycle en médecine. Ces étudiants sont choisis par l'Université du Luxembourg parmi ceux qui, cette année-là, ont réussi la première année du grade de "bachelor académique en sciences de la vie, filière médecine". L'accès de ces étudiants est toutefois soumis à la condition que le programme de cette première année respecte la disposition de l'article 63, § 4, alinéa 3. Le CIUF certifie le respect de cette disposition. Les étudiants choisis se répartissent à parts égales entre l'Université de Liège, l'Université catholique de Louvain, et l'Université libre de Bruxelles. »

Art. 25. A l'article 51 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} et 20 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 3, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Ont également accès aux études de deuxième cycle, aux mêmes conditions, les porteurs d'un grade académique similaire à ceux visés à l'alinéa 1^{er}, délivré en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'École royale militaire, ainsi que les porteurs de grades académiques étrangers reconnus équivalents à ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

b) l'article est complété par un § 4 et un § 5 rédigés comme suit :

« § 4. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un grade académique d'une université belge ou d'un titre ou grade étranger qui ne lui donne pas accès à des études de deuxième cycle en vertu du § 1^{er} ou du § 3, peut toutefois y être admis par le jury des études visées, si ce titre ou grade sanctionne des études de premier cycle et est valorisé par le jury pour au moins 180 crédits.

A l'issue de la procédure d'admission, l'étudiant peut être amené à suivre des enseignements complémentaires qui représentent au maximum 60 crédits supplémentaires.

Lorsque la charge supplémentaire d'un tel étudiant dépasse 15 crédits, cette formation constitue une année d'études préparatoire. Elle ne mène pas à un diplôme. Elle est considérée comme la dernière année d'un premier cycle qui donne accès aux études visées.

Ce paragraphe n'est pas applicable pour l'accès aux études de deuxième cycle d'un cursus pour lequel les études de premier cycle sont structurées en deux parties.

§ 5. Nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de master à finalité didactique ou aux études organisées conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur, s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 49, § 1^{er}, délivré en Communauté française;

2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement.

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens, épreuves ou concours d'admission aux études d'enseignement supérieur prévus par ce décret et organisé en Communauté française.

Les universités organisent une épreuve de maîtrise suffisante de la langue française au moins deux fois par année académique.

L'exigence de maîtrise de la langue française est moindre pour l'admission aux études visées à l'alinéa 1^{er} en langues et littératures modernes. »

Art. 26. L'article 61 du décret est remplacé par l'article suivant :

« Art. 61. Aux conditions générales qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent accorder aux étudiants qui, en application de l'article 60, bénéficient d'une valorisation de minimum 30, 45, 90 et 105 crédits une réduction de la durée de études de respectivement 1/2, 1, 1 et 1/2, et 2 années.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, une réduction de la durée des études exprimée en fraction d'année signifie que l'étudiant peut obtenir le grade auquel mènent ces études au terme du premier quadrimestre d'une année académique. » .

Art. 27. L'article 63 du même décret est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« Par dérogation aux articles 24 et 26, les stages, en ce compris les évaluations, prévus dans les programmes des études de deuxième cycle dans le domaine des sciences médicales et dans le domaine des sciences vétérinaires peuvent être organisés à partir du 1^{er} juillet qui précède le début de l'année académique et peuvent être valorisés en termes de crédits en fonction de leur importance relative dans le programme de l'année d'études ou des années d'études à laquelle ils sont rattachés. »

Art. 28. L'article 79*sexies*, § 2, du même décret, inséré par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 16 juin 2006, est complété par l'alinéa suivant :

« L'étudiant qui a réussi la première année d'études du grade de bachelier en sciences vétérinaires et qui a obtenu la totalité des crédits qui y sont associés bénéficie des mêmes droits. » .

Art. 29. L'article 80, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 16 juin 2006, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'études organisées par plusieurs établissements dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, l'étudiant se voit délivrer un diplôme conjoint. Lorsque la convention est conclue avec un établissement hors Communauté française, l'étudiant peut également se voir délivrer le diplôme de cet établissement. » .

Art. 30. A l'annexe I, du même décret, modifiée par le décret du 16 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) la ligne :

Sciences des religions		B	M	M
------------------------	--	---	---	---

est remplacée par la ligne :

Sciences des religions		B		M
------------------------	--	---	--	---

b) la ligne :

Théologie		B		M
-----------	--	---	--	---

est remplacée par la ligne :

Théologie		B	M	M
-----------	--	---	---	---

c) la ligne :

Sciences psychologiques et de l'éducation		B		
---	--	---	--	--

est remplacée par les lignes suivantes :

Sciences psychologiques et de l'éducation	Orientation générale	B		
	Logopédie	B		

Art. 31. A l'annexe III, Habilitations à organiser des cycles d'études à l'université, du même décret, sous la rubrique "11° sciences psychologiques et de l'éducation", la ligne :

Sciences psychologiques et de l'éducation	1	1	1	1	1,2					
---	---	---	---	---	-----	--	--	--	--	--

est remplacée par les lignes suivantes :

Sciences psychologiques et de l'éducation, or. générale	1	1	1	1	1,2					
Sciences psychologiques et de l'éducation, or. logopédie	1	1	1	1	1					

CHAPITRE III. — Disposition commune à l'enseignement supérieur hors universités

Art. 32. L'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié en dernier lieu par la décret du 20 juillet 2006, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'une inscription à un programme régi par une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 26, § 7, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, à l'article 28, § 5, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ou à l'article 9bis, § 3, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, les montants visés aux alinéas 2 à 5 sont réduits de façon proportionnelle au nombre de crédits réellement suivis dans l'institution rapporté à la somme des crédits réellement suivis au cours de l'année académique. » .

CHAPITRE IV. — Disposition relative aux Hautes Ecoles

Art. 33. A l'article 26 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, remplacé par le décret du 30 juin 2006, il est inséré un § 6 bis rédigé comme suit :

« § 6bis. Nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de master à finalité didactique ou aux études organisées conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur, s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 22, § 1^{er}, délivré en Communauté française;

2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil général des hautes Ecoles;

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens d'admission prévus à l'article 22, § 1^{er}, 5° et 10°.

L'examen visé à l'alinéa 2, 2°, est organisé au moins deux fois par année académique. »

Art. 34. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre III, Section 1ère, Sous-section 2, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française :

« Art. 26bis. Les informations concernant des études ou formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des dispositions de l'article 14, § 3, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités mentionnent explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant tout risque de confusion avec les autres études. Elles mentionnent également que ces études ou formations ne permettent pas l'acquisition de crédits au sens de l'article 34 du décret du 5 août 1995 ».

Les Hautes Ecoles ne peuvent en aucune manière collaborer à l'organisation d'études ou de formations pour lesquelles les informations données aux étudiants ne seraient pas conformes à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions des alinéas 1^{er} et 2, notamment via le contrôle exercé par les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles, il décide de la sanction à l'égard de la Haute Ecole concernée, après rapport des autorités de la Haute Ecole.

Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de la Haute Ecole concernée. Cette retenue ne pourra excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée. »

CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux écoles supérieures des arts

Section 1^{re}. — Dispositions introduisant les diplômes conjoints

Art. 35. L'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, modifié par le décret du 3 mars 2004, est complété par les deux alinéas suivants :

« Les mentions minimales fixées par le Gouvernement en application de l'alinéa 2 figurent en français sur le diplôme.

Pour les diplômes délivrés dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004, les mentions minimales visées à l'alinéa 3 peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue. Un seul supplément au diplôme est délivré. » .

Art. 36. L'article 2, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), modifié par les décrets des 31 mars 2004 et 2 juin 2006 est complété comme suit :

« 25° convention de coopération pour l'organisation d'études : convention de coopération pour l'organisation d'études conclue conformément à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ».

Art. 37. L'article 38 du même décret, modifié par le décret du 2 juin 2006, est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Est réputée régulière dans chaque établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française concerné, l'inscription d'un étudiant dans plusieurs institutions partenaires d'une convention de coopération pour l'organisation d'études lorsque les inscriptions dans ces institutions portent sur au moins 30 crédits. » .

Art. 38. A l'article 47 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. En cas d'études organisées par plusieurs institutions dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, l'étudiant se voit délivrer un diplôme conjoint. Lorsque la convention est conclue avec un établissement hors Communauté française, l'étudiant peut également se voir délivrer le diplôme de cet établissement..

En cas de délivrance d'un diplôme conjoint, l'intitulé du grade académique correspondant à l'habilitation de chaque institution partenaire figure sur le diplôme.

En cas de délivrance d'un diplôme par chaque institution partenaire, le diplôme délivré par l'école supérieure des arts mentionne le ou les autres diplômes délivrés.

La convention de coopération pour l'organisation d'études précise la nature du ou des diplômes obtenus. » .

Art. 39. A l'article 49 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 2 est abrogé;

b) au texte du premier alinéa actuel, qui formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Un étudiant régulièrement inscrit peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement.

Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par les autorités de l'Ecole supérieure des Arts auprès de laquelle l'étudiant a pris son inscription.

Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis dans une autre institution que celle où il est inscrit. Si l'étudiant n'a pas d'alternative à la mobilité ainsi imposée et que cette mobilité l'amène hors de la Communauté française, l'institution doit prendre à sa charge les frais supplémentaires d'inscription, de voyage et de séjour ou de logement pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements.

L'étudiant est considéré comme n'ayant pas d'alternative à la mobilité imposée lorsque l'Ecole supérieure des Arts ne lui offre pas la possibilité de suivre sans mobilité un autre programme d'études conduisant au grade ayant le même intitulé, le cas échéant, la même orientation, et le même type de finalité, didactique, approfondie ou spécialisée.

En outre, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, l'obligation de prise en charge par l'institution visée à l'alinéa 3, n'est applicable que si l'étudiant prépare un premier diplôme de premier cycle ou un premier diplôme de deuxième cycle.

Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent être effectivement suivis auprès de l'Ecole supérieure des Arts qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études. En cas de formation coorganisée par plusieurs établissements, cette obligation s'étend collectivement à l'ensemble des établissements participant à l'organisation. » .

Art. 40. A l'article 50 du même décret, modifié par le décret du 2 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'article 38, § 5, il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant à la date du 1^{er} février de l'année scolaire ou académique précédente. »

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque l'étudiant est inscrit régulièrement dans plusieurs institutions de la Communauté française, sa prise en compte pour le financement est répartie au prorata du nombre de crédits suivis dans ces institutions. »

Section 2. — Dispositif visant à favoriser les fusions sur base volontaire

Art. 41. L'article 53 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de fusion d'Ecoles supérieures des Arts, les coefficients d'encadrement visés à l'alinéa 1^{er}, sont calculés comme suit pour chaque domaine et type :

1° le nombre d'étudiants et le nombre d'unités d'encadrement de la partie forfaitaire attribuée pour la première tranche d'étudiants, sont multipliés par le nombre d'écoles supérieures des arts parties à la fusion qui organisaient avant la fusion le domaine et type concerné;

2° le nombre maximal d'étudiants à prendre en compte pour l'application de la deuxième et de la troisième tranche, est multiplié par le nombre d'écoles supérieures des arts parties à la fusion qui organisaient avant la fusion le domaine et type concerné;

3° le nombre minimal d'étudiants à prendre en compte pour l'application de la deuxième tranche est le nombre maximal d'étudiants de la partie forfaitaire augmenté d'une unité. »

Art. 42. L'article 57 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« En cas de fusion de deux ou plusieurs Ecoles supérieures des Arts, l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion peut prévoir que les titulaires de mandats de directeurs ou de directeurs adjoints dans les Ecoles supérieures des arts fusionnées conservent leur mandat pour une durée égale à la durée restante de celui-ci.

Les directeurs ou directeurs adjoints en surnombre peuvent être reconduits pour un et un seul mandat mais ne sont pas remplacés s'il est mis fin prématurément à leur mandat.

Toutefois un seul directeur issu des Ecoles supérieures des Arts fusionnées peut exercer la fonction de directeur de l'Ecole supérieure des Arts issue de la fusion. Les autres titulaires de mandat exercent les fonctions de directeur adjoint.

Section 3. — Dispositif relatif à l'encadrement des conservatoires

Art. 43. L'article 4 du même décret, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Cet article ne s'applique pas aux Ecoles supérieures des Arts visées à l'article 24, 4°, 10° et 13°, du décret, durant l'année académique 2007-2008. »

Art. 44. A l'article 53, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "12 unités d'emploi" sont remplacés par les mots "15 unités d'emploi".

Art. 45. L'article 54, § 4, du même décret, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour le calcul visé à l'alinéa 1^{er}, le nombre des étudiants du domaine de la musique est multiplié par 1,5. »

Section 4. — Exigence linguistique à l'accès à la finalité didactique

Art. 46. Un article 41^{ter}/1, rédigé comme suit est inséré dans la Première Partie, Titre IV, chapitre II, du même décret :

« Art. 41^{ter}/1. Nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de master à finalité didactique ou à un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur visé par le décret, s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés à l'article 41, alinéa 1^{er}, délivré en Communauté française,

2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique;

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens d'admission prévus à l'article 41, alinéa 1^{er}, 5° et 9°.

L'examen visé à l'alinéa 2, 2°, est organisé au moins deux fois par année académique. »

CHAPITRE VI. — Dispositions relatives aux instituts supérieurs d'architecture

Section 1ère. — Modifications à la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur

Art. 47. Dans l'article 9 bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Est réputée régulière dans chaque établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française concerné, l'inscription d'un étudiant dans plusieurs institutions partenaires d'une convention de coopération pour l'organisation d'études visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, lorsque les inscriptions dans ces institutions portent sur au moins 30 crédits. »

Section 2. — Modifications à la Loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture

Art. 48. L'article 2 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, modifié par le décret du 31 mars 2004, est complété par neuf alinéas rédigés comme suit :

« Les mentions minimales fixées par le Roi en application de l'alinéa précédent figurent en français sur le diplôme.

Pour les diplômes délivrés dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités (ci-après les "conventions de coopération pour l'organisation d'études"), les mentions minimales visées à l'alinéa précédent peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue. Un seul supplément au diplôme est délivré.

Un étudiant régulièrement inscrit peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement.

Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par les autorités de l'institut supérieur d'architecture auprès de laquelle l'étudiant a pris son inscription.

Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis dans une autre institution que celle où il est inscrit. Si l'étudiant n'a pas d'alternative à la mobilité ainsi imposée et que cette mobilité l'amène hors de la Communauté française, l'institution doit prendre à sa charge les frais supplémentaires d'inscription, de voyage et de séjour ou de logement pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements.

L'étudiant est considéré comme n'ayant pas d'alternative à la mobilité imposée lorsque l'institut supérieur d'architecture ne lui offre pas la possibilité de suivre sans mobilité un autre programme d'études conduisant au grade ayant le même intitulé, le cas échéant, la même orientation, et le même type de finalité, didactique, approfondie ou spécialisée.

En outre, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, l'obligation de prise en charge par l'institution visée à l'alinéa 3, n'est applicable que si l'étudiant prépare un premier diplôme de premier cycle ou un premier diplôme de deuxième cycle. Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent être effectivement suivis auprès de l'institut supérieur d'architecture qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études.

En cas de formation coorganisée par plusieurs établissements, trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent être effectivement suivis auprès de l'institut supérieur d'architecture qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études. En cas de formation coorganisée par plusieurs établissements, cette obligation s'étend collectivement à l'ensemble des établissements participant à l'organisation. » .

Art. 49. L'article 3 de la même loi, modifié par le décret du 31 mars 2004, est complété par un § 4 et un § 5, rédigés comme suit :

« § 4. En cas d'études organisées par plusieurs institutions dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, l'étudiant se voit délivrer un diplôme conjoint. Lorsque la convention est conclue avec un établissement hors Communauté française, l'étudiant peut également se voir délivrer le diplôme de cet établissement..

En cas de délivrance d'un diplôme conjoint, l'intitulé du grade académique correspondant à l'habilitation de chaque institution partenaire figure sur le diplôme.

En cas de délivrance d'un diplôme par chaque institution partenaire, le diplôme délivré par l'Institut Supérieur d'Architecture mentionne le ou les autres diplômes délivrés.

La convention de coopération pour l'organisation d'études précise la nature du ou des diplômes obtenus.

Art. 50. L'article 8 de la même loi, modifié par le décret du 31 mars 2004, est complété par les §§ 5 à 7, rédigé comme suit :

« § 5. L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignement conduisant à l'octroi de moins de 15 crédits n'est toutefois pas pris en compte. L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de 15 à moins de 45 crédits n'est pris en compte que pour une demi-unité. Toutefois, les étudiants en situation de redoublement dont l'année d'études comporte un solde de crédits inférieur à 45 crédits sont toujours pris en compte pleinement.

Lorsque l'étudiant est inscrit régulièrement dans plusieurs institutions de la Communauté française, sa prise en compte pour le financement est répartie au prorata du nombre de crédits suivis dans ces institutions.

§ 6. En cas de fusion d'instituts supérieurs d'architecture, l'encadrement des études est, par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, fixé comme suit :

1° pour la direction, la gestion des services de l'établissement et l'encadrement des cours obligatoires : 10 unités multiplié par le nombre d'instituts supérieurs d'architecture parties à la fusion;

2° pour les cours à option et les cours complémentaires : 5 unités multiplié par le nombre d'instituts supérieurs d'architecture parties à la fusion, 2 unités supplémentaires sont accordées par site fixé en application de l'article 4, § 4;

3° pour le projet d'architecture : une unité par tranche de 15 étudiants.

§ 7. En cas de fusion de deux ou plusieurs instituts supérieurs d'architecture, les directeurs ou directeurs adjoints conservent à titre personnel leur statut dans l'institut supérieur d'architecture issu de la fusion.

Toutefois un seul directeur issu des instituts supérieurs d'architecture fusionnés peut exercer la fonction de directeur de l'institut supérieur d'architecture issu de la fusion. Les autres titulaires d'une fonction de directeur exercent les fonctions de directeur adjoint.

Les directeurs et directeurs adjoints en surnombre ne sont pas remplacés.

TITRE III. — Dispositions transitoire et finale

Art. 51. Par dérogation au décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, ci-après le décret du 16 juin 2006, les étudiants qui ne sont pas considérés comme des étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} de ce décret, mais qui, depuis le 15 mars 2007, ont leur résidence principale en Belgique en y exerçant une activité professionnelle salariée ou non ou en bénéficiant d'un revenu de remplacement octroyé par un service public belge, peuvent introduire une demande d'inscription dans un des cursus visés aux articles 3 et 7 pour l'année académique 2007-2008, entre le 1^{er} juin et le 15 juin 2007, dans l'établissement de leur choix. Ils seront inscrits s'ils remplissent les conditions d'admission et pour autant qu'à la date du 14 septembre 2007, ils soient considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 dans sa rédaction avant la modification introduite par le présent décret.

Le nombre maximum des étudiants non-résidents pouvant être inscrits par application, selon le cas de l'article 4 ou 8 du décret du 16 juin 2006, ci-après le "nombre NR", est réduit à concurrence du nombre d'étudiants inscrits conformément à l'alinéa 1^{er}.

Le nombre d'étudiants inscrits conformément à l'alinéa 1^{er} qui excède le nombre NR n'est pas pris en considération pour le calcul du nombre T de l'année académique 2007-2008.

Art. 52. Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à partir de l'année académique 2007-2008, à l'exception :

- a) des articles 1^{er} et 2 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2005;
- b) des articles 3 et 4 qui produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2005;
- c) de l'article 5 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007;
- d) des articles 6 à 11 qui produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2005;
- e) des articles 12, 13 et 15 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2003;
- f) de l'article 34 qui entre en vigueur le jour de la publication du décret au *Moniteur belge*;
- g) de l'article 51 qui entre en vigueur le 1^{er} juin 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 399-1. — Rapport, n° 399-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 22 mai 2007.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2260

[C — 2007/29054]

25 MEI 2007. — Decreet houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende het personeel van de universiteiten van de Franse Gemeenschap

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de toekenning van een vakantiegeld en een haard- en standplaatstoelage

Artikel 1. Artikel 23 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding wordt aangevuld met het volgende lid :

1.1 « Het is eveneens van toepassing op het onderwijzend personeel bedoeld in artikel 21 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat en op het personeel bedoeld in artikel 50 van dezelfde wet.

Art. 2. In artikel 26 van hetzelfde decreet, worden de woorden « alsook aan de leden van de niveaus 2, 3 en 4 van het personeel bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap » en « vastgesteld op 70 % ».

Art. 3. In artikel 12 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de eerste en tweede leden :

1.2 « Die bepalingen zijn eveneens van toepassing op het onderwijzend personeel bedoeld in artikel 21 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat en op het personeel bedoeld in artikel 50 van dezelfde wet. »

Art. 4. In artikel 13, § 3 van hetzelfde decreet, worden de woorden « naar het Algemeen bestuur voor Onderwijspersoneel » vervangen door de woorden « naar gelang van het geval, naar het Algemeen bestuur voor Onderwijspersoneel of naar het bestuur voor het personeel van de universitaire instelling waaronder het ressorteert ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 28 april 1953
betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Art. 5. Artikel 22, § 2, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, ingevoegd door het decreet van 1 oktober 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van § 1 en bij een met bijzondere redenen omklede beslissing van de raad van bestuur, kunnen de leden van het onderwijzend personeel op termijn worden aangesteld, zonder dat de duur van de termijn of de gecumuleerde termijnen vijf jaar mag overschrijden. Die beperking tot vijf jaar is echter niet van toepassing wanneer het deeltijds ambt een opdracht vertegenwoordigt die lager is dan 50 %

In geen geval mag het aantal leerkrachten die op termijn worden aangesteld en dat overeenstemt met voltijdse ambten, hoger zijn dan tien procent van het aantal leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel dat overeenstemt met voltijds equivalente ambten. »

Art. 6. Artikel 36 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004 en 4 mei 2005, wordt aangevuld met twee gedachtenstrepen, luidend als volgt :

- vanaf 1 december 2005, een aanvangswedde van 33.952,10 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 36.404,50 euro, 38.856,90 euro, 41.309,30 euro, 43.761,70 euro, 46.214,10 euro, 48.666,50 euro, 51.118,90 euro en 53.571 euro.

- vanaf 1 december 2006, een aanvangswedde van 34.073,87 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 36.526,27 euro, 38.978,67 euro, 41.431,07 euro, 43.883,47 euro, 46.335,87 euro, 48.788,27 euro, 51.240,67 euro en 53.693,07 euro. »

Art. 7. Artikel 37, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met twee gedachtenstrepen, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2005, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 4.244,04 euro per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij minder dan 2.122,02 euro en meer dan 33.952,17 euro mogen ontvangen.

- vanaf 1 december 2006, een forfaitaire wedde, berekend op de basis van 4.259,26 euro per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij minder dan 2.129,63 euro en meer dan 34.073,94 euro mogen ontvangen. ».

Art. 8. Artikel 38 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004 en 4 mei 2005, wordt aangevuld met twee gedachtenstrepen, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2005, een aanvangswedde van 39.823,09 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 43.353,02 euro, 46.882,95 euro, 50.412,88 euro, 53.942,81 euro, 57.472,74 euro en 61.002,67 euro.

- vanaf 1 december 2006, een aanvangswedde van 39.944,86 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 43.474,79 euro, 47.004,72 euro, 50.534,65 euro, 54.064,58 euro, 57.594,51 euro en 61.124,44 euro, »

Art. 9. Artikel 39 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met twee gedachtenstrepen, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2005, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 4.640,42 euro per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij meer dan 37.123,29 euro mogen ontvangen.

- vanaf 1 december 2006, een forfaitaire wedde, berekend op de basis van 4.655,64 euro per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij meer dan 37.245,06 euro mogen ontvangen. ».

Art. 10. Artikel 39bis van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met twee gedachtenstrepen, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2005, een aanvangswedde van 44.653,55 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 49.409,66 euro, 54.165,77 euro, 58.921,88 euro, 63.677,99 euro en 68.434,10 euro.

- vanaf 1 december 2006, een aanvangswedde van 44.775,32 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 49.531,43 euro, 54.531,43, 54.287,54 euro, 59.043,65 euro, 63.799,76 euro en 68.555,87 euro. »

Art. 11. Artikel 39 ter, eerste lid van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met twee gedachtenstrepren, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2005, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 5.044,19 euro per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij meer dan 40.353,45 euro mogen ontvangen.

- vanaf 1 december 2006, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 5.059,41 euro per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij meer dan 40.475,22 euro mogen ontvangen. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het administratief statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap*

Art. 12. Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 22 oktober 2003, wordt vervangen door het volgende lid :

« Die personeelsleden worden gerangschikt in categorieën en, eventueel, in groepen binnen de categorieën. Die categorieën en groepen zijn :

categorie 1. bestuurs- en toegevoegd personeel;

categorie 2. administratief personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, kinderverzorgster, werkopzichter, tekenaar;

categorie 3. paramedisch personeel;

categorie 4. gespecialiseerd personeel. »

Art. 13. Artikel 62 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het decreet van 22 oktober 2003, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Met de hoedanigheid van ambtenaar is onverenigbaar, elke activiteit of bezigheid die hetzij door het personeelslid zelf, hetzij door een tussenpersoon verricht wordt en die het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt in strijd is.

Met de hoedanigheid van ambtenaar wordt bovendien onverenigbaar geacht, elke, zelfs onbezoldigde, opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerk, met uitzondering van :

1° de opdrachten die namens de universiteit of universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap in privé-ondernemingen uitgeoefend worden;

2° de opdrachten of diensten voor de uitvoering waarvan de ambtenaar de toestemming van de raad van bestuur heeft gekregen. »

§ 2. De raad van bestuur kan de cumulatie van activiteiten in privé- of openbare zaken toelaten onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie heeft geen betrekking op een activiteit of bezigheid die met de hoedanigheid van ambtenaar onverenigbaar is;

2° de cumulatie heeft geen betrekking op aanvullende activiteitsperioden die de normale uitoefening van zijn ambt door de ambtenaar onmogelijk maken;

3° de cumulatie is niet van aard om bij het publiek verwarring te scheppen tussen de ambtelijke activiteiten en de privé-activiteiten van de ambtenaar.

De weigering van de cumulatie van activiteiten, steunend op een andere onverenigbaarheid of omstandigheid dan deze die bedoeld zijn in de punten 2° en 3° van het vorige lid, alsook de weigering van de cumulatie van activiteiten betreffende een opdracht uitgeoefend namens een andere universiteit of universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap in privé-ondernemingen worden door de raad van bestuur beslist.

De beslissing van de raad van bestuur een opdracht bedoeld in artikel 62, § 1, tweede lid, 1°, aan een ambtenaar toe te vertrouwen, brengt van rechtswege de toelating tot cumulatie voor de uitoefening van die opdracht met zich mede.

De ambtenaren die een toelating tot cumulatie hebben gekregen in een activiteitensector die aan hun rechtstreekse administratieve, budgettaire of financiële controle onderworpen wordt, voor de activiteit die ze in het kader van een cumulatie uitoefenen, en, in voorkomend geval, de derde instelling voor de rekening waarvan die activiteit wordt uitgeoefend, zorgen ervoor dat die controle op onafhankelijke wijze door een andere ambtenaar wordt uitgeoefend.

§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de stagiairs. »

Art. 14. Artikel 69 *bis*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd door het decreet van 3 maart 2004, wordt aangevuld met de woorden « met uitzondering van de bepalingen betreffende de raad van beroep en het medisch toezicht die respectief door de artikelen 61 en 63 worden geregeld ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de bezoldigingsregeling voor het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap*

Art. 15. In artikel 6, tweede lid van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling voor het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, vervangen door het decreet van 22 oktober 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de woorden « en in zijn kwalificatiegroep » worden geschrapt;
- b) de woorden « het wijzigingsbesluit » worden vervangen door de woorden « de wijzigingsbepaling ».

TITEL II. — *Bepalingen betreffende de organisatie van het hoger onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen voor het gehele hoger onderwijs*

Afdeling 1. — *Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten*

Art. 16. Artikel 16, § 4, 1°, tweede lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten wordt aangevuld als volgt :

« De Regering stelt die overeenstemming vast. »

Art. 17. Artikel 21, § 2, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, wordt gewijzigd als volgt :

De woorden « behalve voor de kredieten die specifiek zijn voor de didactische finaliteit » worden ingevoegd tussen de woorden « master, « en de woorden « voor de helft ... ».

Afdeling 2. — *Wijziging van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs*

Art. 18. In artikel 1, eerste lid, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in 2°, wordt het cijfer « 6 » vervangen door het cijfer »15 »;
- b) het punt 6° wordt aangevuld met de woorden « de termijn van 15 maanden bedoeld in 2° wordt echter verminderd tot 6 maanden voor de vader, de moeder, de wettelijke voogd of echtgenoot(ote) ».

Art. 19. Artikel 2, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende lid : « De academische overheden beperken het aantal studenten die zich inschrijven voor één van de cursussen bedoeld in artikel 3, zonder ingeschreven te zijn voor dezelfde cursus bij een universiteit van de Franse Gemeenschap in de loop van een vorig academiejaar. »

Art. 20. Artikel 6, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende lid : « De overheden van de hogescholen beperken het aantal studenten die zich inschrijven voor één van de cursussen bedoeld in artikel 7, zonder ingeschreven te zijn voor dezelfde cursus bij een hogeschool van de Franse Gemeenschap in de loop van het vorige academiejaar. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de universiteiten*

Afdeling 1. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

Art. 21. In artikel 32*bis* van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2004, en gewijzigd bij de decreten van 16 december 2005 en 20 juli 2006, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de derde en vierde leden :

« Wanneer de student de graad van doctor heeft behaald terwijl hij ingeschreven was voor de studies die leiden tot die graad in verschillende universitaire instellingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt hij, in elke universitaire academie, in aanmerking genomen in verhouding tot het aantal studiepunten die werden behaald in die academie of in de universiteiten die er lid van zijn. Behalve andersluidende bepaling vastgesteld in de overeenkomst gesloten tussen de partnerinstellingen, wordt de student geacht de studiepunten te hebben behaald op gelijke wijze in elke partnerinstelling. »

Art. 22. Artikel 39, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 26 juni 1992 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 en bij de decreten van 31 maart 2004 en 16 juni 2006, wordt vervangen door het volgende lid :

« Het bedrag van het inschrijvingsrecht voor één studiejaar, met inbegrip van de doctorale opleiding, wordt op 545,37 euro vastgesteld. De student die zich inschrijft voor studies die leiden tot de graad van doctor betaalt dat bedrag maar één keer. Die betaling stelt hem vrij van het inschrijvingsrecht voor de doctorale opleiding. ».

Art. 23. In artikel 43, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid, wordt de datum van « 31 maart » vervangen door de datum van « 30 juni » en worden de woorden « in artikel 29 » vervangen door de woorden « in de hoofdstukken I en I *bis* van deze titel »;
- b) in het tweede lid, worden de woorden « twee maanden » vervangen door de woorden « drie maanden ».

Afdeling 2. — Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten

Art. 24. Artikel 49, § 2 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, ingevoegd bij het decreet van 1 juli 2005, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, kunnen vijftien studenten van de « Université du Luxembourg » elk jaar een attest verkrijgen voor de toegang tot het tweede deel van de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde. Die studenten worden gekozen door de « Université du Luxembourg » onder deze die, in dat jaar, geslaagd zijn voor het eerste jaar van de graad « academische bachelor levenswetenschappen, richting geneeskunde ». De toegang van die studenten wordt echter onderworpen aan de voorwaarde dat het programma van dat eerste jaar in overeenstemming is met de bepaling van artikel 63, § 4, derde lid. De "Conseil Interuniversitaire de la Communauté française (CIUF)" (Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap) waarborgt de naleving van die bepaling. De gekozen studenten worden in gelijke verhouding verdeeld over de « Université de Liège », de « Université catholique de Louvain », en de « Université libre de Bruxelles ».

Art. 25. In artikel 51 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 3, wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Tot de studies van de tweede cyclus hebben eveneens toegang, onder dezelfde voorwaarden, de houders van een academische graad die gelijk is met deze die bedoeld zijn in het eerste lid, uitgereikt in de Vlaamse Gemeenschap, in de Duitstalige Gemeenschap of door de Koninklijk Militaire School, alsook de houders van buitenlandse academische graden die als gelijkwaardig met die bedoeld in het eerste lid erkend worden.

b) het artikel wordt aangevuld met een § 4 en een § 5, luidend als volgt :

« § 4. Onder de door de academische overheden vast te stellen algemene voorwaarden, kan de student die houder is van een academische graad van een Belgische universiteit of een buitenlands bekwaamheidsbewijs of buitenlandse graad die hem geen toegang verschaffen tot studies van de tweede cyclus krachtens § 1 of § 3, echter daartoe worden toegelaten door de bedoelde studiejury, indien dat bekwaamheidsbewijs of die graad studies van de eerste cyclus bekrachtigen en door de jury in aanmerking worden genomen voor ten minste 180 studiepunten.

Op het einde van de toelatingsprocedure, zal de student eventueel een aanvullend onderwijs moeten volgen dat ten minste 60 bijkomende studiepunten vertegenwoordigt.

Wanneer de bijkomende werkbelasting van een dergelijke student boven de 15 studiepunten ligt, vormt deze opleiding een voorbereidend jaar. Ze leidt niet tot een diploma. Ze wordt beschouwd als een laatste jaar van een eerste cyclus die toegang verschaft tot de beoogde studies.

Die paragraaf is niet van toepassing voor de toegang tot de studies van de tweede cyclus van een cursus waarvoor de studies van de eerste cyclus in twee delen worden gestructureerd.

§ 5. Niemand kan worden toegelaten tot de proeven van een studiejaar van master met een didactische finaliteit of tot de studies georganiseerd overeenkomstig het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs, indien hij geen bewijs heeft geleverd dat hij de Franse taal voldoende beheerst.

Dat bewijs kan worden geleverd :

1° ofwel door het bezit van een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift vermeld in artikel 49, § 1, uitgereikt door de Franse Gemeenschap;

2° door het slagen voor een specifiek examen dat daartoe door één of meer instellingen voor hoger onderwijs worden georganiseerd, volgens bepalingen die door de Regering worden vastgesteld.

3° ofwel door het attest van slagen voor één van de examens, proeven of vergelijkende examens voor de toegang tot de studies voor hoger onderwijs, bepaald bij dat decreet en georganiseerd in de Franse Gemeenschap.

De universiteiten organiseren ten minste twee keer per academiejaar een proef tot bekrachtiging van de voldoende beheersing van de Franse taal.

De eis inzake beheersing van de Franse taal is minder streng voor de toelating tot de studies in de moderne talen en literaturen, bedoeld in het eerste lid. ».

Art. 26. Artikel 61 van het decreet wordt vervangen door het volgende lid :

« Art. 61. Onder de door ze vast te stellen algemene voorwaarden, kunnen de academische overheden de studenten die, bij toepassing van artikel 60, het in aanmerking nemen van minstens 30, 45, 90 en 105 studiepunten genieten, een vermindering toekennen van de duur van de studies met respectief 1/2, 1 en 1/2, en 2 jaar.

Voor de toepassing van het eerste lid, betekent een vermindering van de duur van de studies, uitgedrukt in delen van een jaar, dat de student de graad kan behalen waartoe die studies leiden op het einde van het eerste quadrimester van een academiejaar. ».

Art. 27. Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« In afwijking van de artikelen 24 en 26, kunnen de stages, met inbegrip van de evaluaties, bepaald in de studieprogramma's van de tweede cyclus op het gebied van de geneeskundige wetenschappen en op het gebied van de diergeneeskundige wetenschappen, worden georganiseerd vanaf de datum van 1 juli die voorafgaat aan het begin van het academiejaar, en in aanmerking worden genomen als studiepunten op grond van hun relatieve gewicht in het programma van het studiejaar of van de studiejaar waarmee ze verbonden zijn. »

Art. 28. In artikel 79 *sexies*, § 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 16 juni 2006, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De student die geslaagd is voor het eerste studiejaar in de graad van bachelor in de diergeneeskundige wetenschappen en die het geheel van de studiepunten in verband daarmee heeft behaald, geniet dezelfde rechten. ».

Art. 29. Artikel 80, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet van 18 juni 2006, wordt vervangen door het volgende lid :

« Als studies door verschillende instellingen worden georganiseerd in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2, krijgt de student een gezamenlijk diploma uitgereikt. Als de overeenkomst gesloten is met een instelling buiten de Franse Gemeenschap, kan de student eveneens het diploma van die instelling uitgereikt krijgen. ».

Art. 30. In bijlage I van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 16 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de regel :

Godsdienstwetenschappen		B	M	M
-------------------------	--	---	---	---

wordt vervangen door de regel :

Godsdienstwetenschappen		B	M	M
-------------------------	--	---	---	---

b) de regel :

Theologie		B		M
-----------	--	---	--	---

wordt vervangen door de regel :

Theologie		B	M	M
-----------	--	---	---	---

c) de regel :

Psychologische en opvoedingswetenschappen		B		
---	--	---	--	--

wordt vervangen door de volgende regels :

Psychologische en opvoedingswetenschappen	Algemene richting	B		
	Logopedie	B		

Art. 31. In bijlage III, Machtigingen tot het organiseren van de studiecyclussen aan de universiteit, van hetzelfde decreet, onder de rubriek « 11° psychologische en opvoedingswetenschappen », wordt de regel :

Psychologische en opvoedingswetenschappen	1	1	1	1	1,2				
---	---	---	---	---	-----	--	--	--	--

vervangen door de volgende regels :

Psychologische en opvoedingswetenschappen, algemene richting	1	1	1	1	1,2				
Psychologische en opvoedingswetenschappen, richting logopedie	1	1	1	1	1				

HOOFDSTUK III. — *Bepaling voor het gehele hoger onderwijs buiten de universiteit*

Art. 32. Artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor een inschrijving voor een programma dat wordt geregeld door een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 26, § 7, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, in artikel 28, § 5, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) of in artikel 9 *bis*, § 3, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, worden de bedragen bedoeld in de tweede tot vijfde leden verminderd in verhouding tot het aantal studiepunten die in de instelling werkelijk werden gevolgd vergeleken met de som van de studiepunten die gedurende het academiejaar werkelijk werden gevolgd. ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling betreffende de hogescholen*

Art. 33. In artikel 26 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, vervangen door het decreet van 30 juni 2006, wordt een § 6 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6 *bis*. Niemand kan tot de proeven van een studiejaar van master met een didactische finaliteit of tot de studies georganiseerd overeenkomstig het decreet van 8 februari 2001 toegelaten worden indien hij niet het bewijs heeft geleverd van een voldoende beheersing van de Franse taal.

Dat bewijs kan worden geleverd :

1° ofwel door het bezit van een diploma, bekwaamheidsbewijs of studiegetuigschrift vermeld in artikel 22, § 1, uitgereikt in de Franse Gemeenschap;

2° ofwel door het slagen voor een specifiek examen dat daartoe wordt georganiseerd door één of meer instellingen voor hoger onderwijs, volgens de bepalingen die door de Regering worden vastgesteld op advies van de Algemene Raad van de Hogescholen; »

3° ofwel door het attest van slagen voor één van de toelatingsexamens bedoeld in artikel 22, § 1, 5° en 10°.

Het examen bedoeld in het tweede lid, 2°, wordt ten minste twee keer per academiejaar georganiseerd. »

Art. 34. In hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling 2, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt een artikel 26 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26*bis*. De informatie betreffende studies of opleidingen die niet leiden tot een academische graad of die georganiseerd worden krachtens de bepalingen van artikel 14, § 3, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten vermeldt dat kenmerk uitdrukkelijk om voor de student elk risico van verwarring met de andere studies te vermijden. Ze vermeldt eveneens dat die studies of opleidingen de verwerving van studiepunten in de zin van artikel 34 van het decreet van 5 augustus 1995 niet mogelijk maken. »

De Hogescholen kunnen geenszins meewerken aan de organisatie van de studies of opleidingen waarvoor de aan de studenten gegeven informatie niet in overeenstemming met het eerste lid zou zijn.

Wanneer de Regering kennis neemt van eventuele overtredingen van de bepalingen van de eerste en tweede leden, inzonderheid via het toezicht dat door de commissarissen van de Regering bij de hogescholen wordt uitgeoefend, beslist zij over de sanctie ten aanzien van de betrokken hogeschool, na verslag van de overheden van de hogeschool.

Die sanctie kan leiden tot een gedeeltelijke afhouding op de jaarlijkse toelage van de betrokken hogeschool. »

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de hogere kunstscholen**Afdeling 1. — Inleidende bepalingen inzake gezamenlijke diploma's*

Art. 35. Artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt aangevuld met de twee volgende leden :

« De minimale vermeldingen die door de Regering bepaald worden met toepassing van het tweede lid, worden in het Frans op het diploma opgenomen.

Voor de diploma's die uitgereikt worden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies bedoeld in artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, kunnen de minimale vermeldingen bedoeld in het derde lid gepaard gaan met hun vertaling in een andere taal. Eén enkel supplement aan het diploma wordt uitgereikt. »

Art. 36. Artikel 2, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004 en 2 juni 2006, wordt aangevuld als volgt :

« 25° samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies: samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies afgesloten overeenkomstig artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten ».

Art. 37. Artikel 38 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Wordt als regelmatig geacht in elke betrokken inrichting voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inschrijving van een student in verschillende partnerinstellingen die een samenwerkingsovereenkomst hebben ondertekend voor de organisatie van studies wanneer de inschrijvingen in deze instellingen op minstens 30 studiepunten betrekking hebben. ».

Art. 38. In artikel 47 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Bij studies georganiseerd door verschillende instellingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies, kan de student een gezamenlijk diploma behalen. Wanneer de overeenkomst afgesloten is met een inrichting buiten de Franse Gemeenschap, kan de student ook een diploma van deze inrichting behalen.

Bij de uitreiking van een gezamenlijk diploma moet op het diploma het opschrift van de academische graad voorkomen die overeenstemt met de bevoegdheid van elke partnerinstelling.

Bij de uitreiking van een diploma voor elke partnerinstelling vermeldt het diploma dat uitgereikt wordt door de hogere kunstschool, het of de andere diploma's uitgereikt in dit kader.

De samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies vermeldt de aard van het of de behaalde diploma's. » .

Art. 39. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het tweede lid wordt opgeheven;

b) in de tekst van het huidige eerste lid dat § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Een regelmatig ingeschreven student kan één of meerdere cursussen volgen die behoren tot een studieprogramma dat tot dezelfde academische graad leidt of tot een verschillende academische graad georganiseerd door een andere instelling voor hoger onderwijs erkend door de overheid die voor haar bevoegd is inzake hoger onderwijs, met de toestemming van deze instelling.

De bijhorende studiepunten worden in aanmerking genomen in zijn studies mits inachtneming van de voorwaarden vastgesteld door de overheden van de Hogere Kunstschool waarin de student ingeschreven is.

Een studieprogramma kan een minimumaantal studiepunten opleggen, gevolgd in een andere instelling dan deze waar hij ingeschreven is. Als de student geen andere oplossing heeft voor de aldus opgelegde mobiliteit en deze mobiliteit hem buiten de Franse Gemeenschap leidt, moet de instelling de meerkosten inzake het inschrijvingsgeld, de reis- en verblijf- of woonkosten dekken, zodat de student deze cursussen kan volgen.

De student wordt geacht geen andere oplossing te hebben voor de opgelegde mobiliteit wanneer de Hogere Kunstschool hem geen mogelijkheid biedt om zonder mobiliteit een ander studieprogramma te volgen dat tot de graad met hetzelfde opschrift leidt, in voorkomend geval, dezelfde studierichting en hetzelfde type didactische, grondige of gespecialiseerde finaliteit.

Bovendien, in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies, is de verplichting voor de instelling bedoeld in het derde lid om de kosten te dekken, slechts van toepassing als de student een eerste diploma van de eerste cyclus of een eerste diploma van de tweede cyclus voorbereidt.

Minstens dertig studiepunten van elke studiecycclus moeten effectief gevolgd worden in de Hogere Kunstschool die de academische graad toekent ter bekrachtiging van de studies of die het diploma uitreikt waarbij het slagen voor deze studies wordt bevestigd. Ingeval de opleiding medegeorganiseerd wordt door verschillende inrichtingen, is deze verplichting collectief van toepassing op het geheel van de inrichtingen die aan de organisatie deelnemen. » »

Art. 40. In artikel 50 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd artikel 38, § 5, wordt slechts rekening gehouden met één enkele regelmatige inschrijving per student op de datum van 1 februari van het vorige schooljaar of academiejaar. »

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer de student regelmatig ingeschreven is in meerdere instellingen van de Franse Gemeenschap, wordt zijn inachtneming voor de financiering verdeeld naar rata van het aantal gevolgde studiepunten in deze instellingen. »

Afdeling 2. — Dispositief ter bevordering van de fusies op vrijwillige basis

Art. 41. Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Ingeval van fusie van Hogere Kunstscholen worden de omkaderingscoëfficiënten bedoeld in het eerste lid berekend voor elk domein en elk type als volgt :

1° het aantal studenten en het aantal omkaderingseenheden van het forfaitaire deel toegekend voor de eerste schijf van studenten worden vermenigvuldigd met het aantal hogere kunstscholen die een fusie hebben aangegaan en die vóór de fusie het betrokken domein en het betrokken type organiseerden;

2° het maximaal aantal studenten die in aanmerking moeten worden genomen voor de toepassing van de tweede en derde schijven, wordt vermenigvuldigd met het aantal hogere kunstscholen die een fusie hebben aangegaan en die vóór de fusie het betrokken domein en het betrokken type organiseerden;

3° het minimaal aantal studenten die in aanmerking moeten worden genomen voor de toepassing van de tweede schijf, is het maximaal aantal studenten van het forfaitaire deel vermeerderd met een eenheid. »

Art. 42. Artikel 57 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Ingeval van fusie van twee of meerdere Hogere Kunstscholen, kan de Hogere kunstschool ontstaan uit de fusie bepalen dat de titularissen van de mandaten van directeur of adjunct-directeur in de gefusioneerde hogere kunstscholen hun mandaat behouden voor een duur die gelijk is aan de overblijvende duur van dat mandaat.

De mandaten van de overvallige directeurs of adjunct-directeurs kunnen verlengd worden voor één enkel mandaat, maar de bovenvermelde directeurs worden niet vervangen indien aan hun mandaat vroegtijdig een einde wordt gemaakt.

Eén enkele directeur afkomstig uit de gefusioneerde Hogere Kunstschool kan nochtans het ambt van directeur uitoefenen van de Hogere Kunstschool die ontstaan is uit de fusie. De andere titularissen van een mandaat oefenen de ambten van adjunct-directeur uit.

2.1 Afdeling 3. — Dispositief betreffende de omkadering van conservatoria

Art. 43. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Dit artikel is niet van toepassing op de Hogere Kunstscholen bedoeld in artikel 24, 4°, 10° en 13°, van het decreet, tijdens het academiejaar 2007-2008. »

Art. 44. In artikel 53, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « 12 betrekkingseenheden » vervangen door de woorden « 15 betrekkingseenheden ».

Art. 45. Artikel 54, § 4, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt :

« Voor de berekening bedoeld in het eerste lid wordt het aantal studenten op het gebied van de muziek met 1,5 vermenigvuldigd. »

Afdeling 4. — Taalvereiste voor de toegang tot de didactische finaliteit

Art. 46. In het Eerste deel, Titel IV, hoofdstuk II, van het decreet wordt een artikel 41 ter/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 41 ter/1. Niemand kan toegelaten worden tot de proeven van een studiejaar van master met een didactische finaliteit of van een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs bedoeld in het decreet indien hij geen bewijs heeft geleverd van een voldoende beheersing van de Franse taal.

Dit bewijs kan geleverd worden :

1° ofwel door het bezit van een diploma, bekwaamheidsbewijs of getuigschrift van de studies bedoeld in artikel 41, eerste lid, uitgereikt binnen de Franse Gemeenschap;

2° ofwel door het slagen voor een specifiek examen georganiseerd door één of meerdere inrichtingen voor hoger onderwijs overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Regering op advies van de Hoge Raad voor het Hoger Onderwijs;

3° ofwel door een attest waaruit blijkt dat de student geslaagd is voor één van de toelatingsexamens bedoeld in artikel 41, eerste lid, 5° en 9° ».

Het examen bedoeld in het tweede lid, 2°, wordt ten minste twee keer per academiejaar georganiseerd. »

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen met betrekking tot hogere architectuurstudies

Afdeling 1. — Wijziging van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs

Art. 47. In artikel 9bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Wordt geacht regelmatig te zijn in iedere betrokken instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inschrijving van een leerling in meerdere partnerinstellingen van een samenwerkingsovereenkomst voor de inrichting van studies bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wanneer deze inschrijvingen in deze instellingen op minstens 30 studiepunten slaan. » .

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs

Art. 48. Artikel 2 van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt aangevuld met negen leden, luidend als volgt :

« De minimale vermeldingen bepaald door de Koning met toepassing van het vorig lid worden in het Frans op het diploma opgenomen.

Voor de diploma's uitgereikt in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de inrichting van studies zoals bedoeld bij artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten (hierna de "samenwerkingsovereenkomsten voor de inrichting van studies"), kunnen de minimale vermeldingen bedoeld bij het vorig lid samen met hun vertaling in een andere taal opgenomen worden. Er wordt één enkel supplement bij het diploma uitgereikt.

Een regelmatig ingeschreven student kan een of meerdere onderwijsvakken volgen binnen eenzelfde studieprogramma dat tot dezelfde academische graad leidt of tot een verschillende academische graad ingericht door een andere instelling voor hoger onderwijs erkend door de voor haar bevoegde overheid inzake hoger onderwijs, met de instemming van deze instelling.

De geassocieerde studiepunten worden in aanmerking genomen in zijn studies mits inachtneming van de voorwaarden bepaald door de overheden van het hoger architectuurstudie-instituut waarin de student ingeschreven is.

Een studieprogramma kan een minimaal aantal studiepunten gevolgd in een andere instelling dan deze waar hij ingeschreven is, opleggen. Indien de student tot een aldus opgelegde mobiliteit wordt gedwongen door het gebrek aan vervangende oplossing en indien deze mobiliteit hem buiten de Franse Gemeenschap dwingt te gaan, dienen de instellingen de last te dragen voor het bijkomende inschrijvingsgeld, de reis- en verblijfs- of huisvestingskosten om de student toe te laten dit onderwijs te genieten.

Wordt geacht over geen vervangende mogelijkheid te beschikken, de student aan wie het hoger instituut voor architectuur de mogelijkheid niet biedt om zonder mobiliteit een ander studieprogramma te volgen dat tot dezelfde graad met dezelfde benaming leidt, desnoods, dezelfde richting, en hetzelfde type finaliteit, zij het didactisch, diepgaand of gespecialiseerd.

Bovendien, in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de inrichting van studies, is de verplichting tot tenlasteneming door de bij het derde lid bedoelde instelling, enkel van toepassing als de student een eerste diploma van de eerste cyclus of een eerste diploma van de tweede cyclus voorbereidt. Minstens dertig studiepunten van iedere studiecycclus moeten effectief gevolgd worden op het hoger instituut voor architectuur dat de academische graad toekent die de studies bekrachtigt of het diploma uitreikt tot bevestiging dat de student wel geslaagd is voor deze studies.

In geval van een opleiding mede ingericht door meerdere inrichtingen, dienen minstens dertig studiepunten van elke studiecycclus effectief gevolgd te worden op het hoger architectuurinstituut dat de graad toekent die de studies bekrachtigt of dat de academische graad toekent die de studies bekrachtigt of het diploma uitreikt tot bevestiging dat de student wel geslaagd is voor deze studies. In geval van een opleiding mede ingericht door meerdere inrichtingen, is deze verplichting collectief van toepassing op het geheel van de inrichtingen die deelnemen aan de organisatie. » .

Art. 49. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt aangevuld met een § 4 en een § 5, luidend als volgt :

« § 4. In geval van studies ingericht door meerdere instellingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de inrichting van studies, behaalt de student een gezamenlijk diploma. Wanneer de overeenkomst gesloten is met een instelling buiten de Franse Gemeenschap, kan de student eveneens het diploma van deze instelling behalen.

In geval van uitreiking van een gezamenlijk diploma, wordt de officiële benaming van de academische graad die overeenstemt met de bevoegdheid van iedere partnerinstelling op het diploma opgenomen.

In geval van uitreiking van een diploma door iedere partnerinstelling, vermeldt het diploma uitgereikt door het hoger instituut voor architectuur het of de andere uitgereikte diploma(s).

De samenwerkingsovereenkomst voor de inrichting van studies vermeldt de aard van het of de toegewezen diploma(s).

Art. 50. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt aangevuld met de paragrafen 5 tot 7, luidend als volgt :

« § 5. De student ingeschreven voor een geheel onderwijs dat leidt tot de toekenning van minder dan 15 studiepunten wordt eigenlijk niet in aanmerking genomen. De student ingeschreven voor een geheel onderwijs dat leidt tot de toekenning van 15 tot minder dan 45 studiepunten wordt enkel in aanmerking genomen voor een halve eenheid. Nochtans, worden de studenten die blijven zitten van wie het studiejaar een studiepuntenoverschot vertoont van minder dan 45 studiepunten, nog steeds volledig in aanmerking genomen.

Wanneer de student regelmatig ingeschreven is in meerdere instellingen van de Franse Gemeenschap, wordt de student voor de financiering verdeeld in aanmerking genomen naar rata van het aantal studiepunten verworven in deze instellingen.

§ 6. In geval van samenvoeging van hogere instituten voor architectuur, wordt de omkadering van de studies, in afwijking van § 1, eerste lid, bepaald als volgt :

1° voor de directie, het beheer van de diensten van de inrichting en de omkadering van de verplichte lessen : 10 eenheden vermenigvuldigd met het aantal hogere instituten voor architectuur die deelnemen aan de samenvoeging;

2° voor de optiecursussen en de bijkomende lessen : 5 eenheden vermenigvuldigd met het aantal hogere instituten voor architectuur die deelnemen aan de samenvoeging, 2 bijkomende eenheden worden per vestigingsplaats toegekend met toepassing van artikel 4, § 4;

3° voor het architectuurontwerp : één eenheid per schijf van 15 studenten.

§ 7. In geval van samenvoeging van twee of meerdere hogere instituten voor architectuur, behouden de directeurs of adjunct-directeurs ten persoonlijke titel hun statuut in het hoger instituut voor architectuur voortkomend uit de samenvoeging.

Nochtans, kan één enkel directeur voortkomend uit de samengevoegde hogere instituten voor architectuur het ambt uitoefenen van directeur van het hoger instituut voor architectuur voortkomend uit de samenvoeging. De andere titularissen van een ambt directeur oefenen het ambt uit van adjunct-directeur.

De overtallige directeurs en adjunct-directeurs worden niet vervangen.

TITEL III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 51. In afwijking van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, hierna het decreet van 16 juni 2006, kunnen de studenten die niet als verblijvende studenten beschouwd worden in de zin van artikel 1 van dat decreet, maar die, sedert 15 maart 2007, hun hoofdverblijfplaats in België hebben en er een al dan niet bezoldigde beroepsactiviteit uitoefenen of er een vervangingsbezoldiging genieten die door een Belgische openbare dienst toegekend wordt, een aanvraag tot inschrijving indienen voor een van de cursussen bedoeld bij de artikelen 3 en 7 voor het academiejaar 2007-2008, tussen 1 juni en 15 juni 2007, in een inrichting van hun keuze. Ze zullen ingeschreven worden als ze aan de toelatingsvoorwaarden hebben voldaan en voor zover ze op 14 september 2007 als verblijvende studenten worden beschouwd in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 zoals het opgesteld was alvorens door dit decreet gewijzigd te worden.

Het maximumaantal niet-verblijvende studenten die ingeschreven kunnen worden door toepassing, naargelang van het geval, van artikel 4 of 8 van het decreet van 16 juni 2006, hierna "NV-aantal", wordt beperkt in verhouding tot het aantal studenten ingeschreven overeenkomstig het eerste lid.

Het aantal studenten ingeschreven overeenkomstig het eerste lid dat het NV-aantal overschrijdt, wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het T-getal voor het academiejaar 2007-2008.

Art. 52. De bepalingen van dit decreet treden in werking vanaf het academiejaar 2007-2008, met uitzondering van:

- a) de artikelen 1 en 2 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2005;
- b) de artikelen 3 en 4 die uitwerking hebben met ingang van 1 december 2005;
- c) artikel 5 dat in werking treedt op 1 januari 2007;
- d) de artikelen 6 tot 11 die uitwerking hebben met ingang van 1 december 2005;
- e) de artikelen 12, 13 en 15 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2003;
- f) artikel 34 dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt;
- g) artikel 51 dat in werking treedt op 1 juni 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2007

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) Zitting 2006 - 2007 :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 399-1. — Verslag, nr. 399-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 22 mei 2007.